11 000 emplois menacés sur l'ensemble du département

Publication : lundi 7 septembre 2009 14:25

La République du Centre du 7 septembre 2009

Loiret/Région

Temps fort

11.000 emplois menacés sur l'ensemble du département

Champion économique et industriel, le Loiret est touché par la crise, comme en témoignent les nombreux plans sociaux qui se succèdent. Mais cette situation affecte tous les départements français et le Loiret semble rester attractif.

3M Santé à Pithiviers : 109 emplois supprimés ; Pivoteq en liquidation judiciaire à La Bussière : 95 salariés sur le carreau ; fermeture en 2010 de Bohm und Haas à Semoy : 97 postes menacés ; 49 licenciements prévus chez Alcatel-Lucent à Ormes ; 23 chez Fog, à Briare... La longue liste des entreprises en difficulté n'en finit pas de grandir. Récemment, deux événements retentissants sont venus s'y ajouter : la liquidation d'Artiom, à Saint-Cyr-en-Val, entraînant une cinquantaine de licenciements. La société s'était installée sur le site abandonné de Germalto, qui avait supprimé plus de 300 postes. Et le placement en redressement judiciaire de Quelle (407 salariés à Saran et Ormes), troisième entreprise de vente par correspondance en France.

Le service public, avec la fermeture prévue du centre interdépartemental de gestion administrative et de paie de La Poste, à Orléans-La Source (41 salariés), et l'agriculture, avec le placement en redressement judiciaire de Terr'Loire (146 salariés), à Chécy, ne sont pas épargnés.

45 entreprises touchées

En tout, dans le département, les plans sociaux actuellement 11.300 emplois, répartis dans 45 entreprises, selon les chiffres communiqués en août par la préfecture. Ces pertes d'emplois s'étalent sur 18 mois.

À l'aune de ces événements, la formule de l'Agence de développement économique du Loiret (Ade) sur son site Internet « *le Loiret générateur de croissance* » semble un peu étonnée.

Champion de la région en terme de nombre d'entreprises (23.053 entreprises au 1er janvier 2008, selon l'Insee), en terme de valeur ajoutée de l'industrie et de PIB par habitant, toujours selon l'Insee, le Loiret serait-il en train de perdre un peu de son poids économique ? SITA-Ouest affirme que le département reste attractif (*lire par ailleurs*) et que les élus affichent leur optimisme. Le département devra miser encore plus sur ces atouts pour convaincre les entreprises d'y créer des emplois.

Deux sénateurs à la rescousse

« *Si nous élevons les seuils dans ce cas-là, on pourrait effectivement dire que le département perd de son poids économique, mais, en moyenne, ça va encore moins bien ailleurs. Globalement, le Loiret souffre moins que les autres car il présente des secteurs économiques variés* », tempère Éric Doligé, sénateur UMP du Loiret et président du conseil général.

« *Un certain nombre d'entreprises connaissent des difficultés dans le Loiret, comme partout en France. Ce sont des difficultés que nous suivons avec beaucoup d'attention* », poursuit-il. Et il n'est pas le seul à le faire. Jean-Pierre Sueur, sénateur PS du Loiret, a également sur son bureau une pile de 20 dossiers d'entreprises qu'il suit depuis un an. « *Tout cela pourrait en effet ne rendre possible, car ces entreprises représentent un bon paquet d'emplois, mais le vous rester optimiste. Beaucoup de départements sont dans la même cas que nous, voire pire, même si cela ne nous console pas. Il faut se serrer les coudes. Il faut que l'on se batte pour nos atouts* », déclare-t-il.

« Garder le contact »

Les deux hommes politiques n'hésitent pas à user de leurs relations et à faire pression auprès des ministères pour que les dossiers des entreprises du Loiret passent en haut de la pile.

L'ancien maire d'Orléans a personnellement interpellé Christine Lagarde, ministre de l'Économie, Christian Estrosi, ministre de l'Industrie et le préfet, Bernard Fragneau, sur des dossiers comme 3M Santé, Alcatel-Lucent, Bohm und Haas. Éric Doligé accuse les directions de « démembrements boursiers ».

Pour sa part, Éric Doligé affirme « *garder le contact direct avec* Christian Estrosi et Hervé Novelli, secrétaire d'État chargé du Commerce, afin qu'ils soient personnellement *au courant et qu'ils puissent dire à leurs conseillers d'apporter une attention particulière à ces dossiers* ».

Car tout n'est pas perdu pour ces entreprises en difficulté. Des projets de reprise existent. La société EEO est en pourparlers pour reprendre Novartis, à Orléans-La Source, (60 emplois menacés). Deux candidats se sont manifestés pour racheter Fog, à Briare. Terr'Loire à Chécy (150 salariés) a trouvé une solution, et Éric Doligé recherche des « *solutions alternatives* » pour Bohm und Haas, « *dans la période qui nous sépare de la fermeture* ». Enfin, le projet d'achat des locaux de Quelle à Saran, par le conseil général et l'AggIO, pourrait aider l'entreprise à rerebondir ses salariés.

Marion Bonnet.

« Le Loiret reste attractif »

« *Nous avons toujours des dossiers. Nous ne savons pas un département soutenir* » affirme-t-on à l'Ade (Agence de développement économique du Loiret, émanation du conseil général).

L'agence en veut pour preuve son dernier coup d'éclat : l'annonce, en juin, de l'installation de l'entreprise italienne ICT à Farmes, près de Montargis. Spécialisée dans la distribution de papier domestique (essuie-tout, mouchoirs, papier toilette), ICT prévoit de créer 100 à 150 emplois d'ici 2011, date de l'installation effective de l'entreprise.

« *Malheureusement, il y a toujours un délai de concrétisation plus ou moins long et les premiers recrutements interviennent un peu plus tard* », note un chargé de mission de l'Ade.

« Solutions d'implantation »

L'entreprise Cedre, pour « Centre environnemental de décontaminement et de recyclage écologique », a aussi fait le choix du Loiret. Elle s'installera en octobre dans les anciens locaux de la société Aventure Marmoutiennes, à Pithiviers, pour y recycler et y traiter des déchets industriels notamment issus de la filière cosmétique, avec, à la clé, la création de 10 à 15 emplois.

En janvier, la société informatique Etac Group, spécialisée dans la protection et le management de réseaux, a installé son centre d'appels européen à Ormes, dans les locaux d'Alcatel-Lucent. Elle a bénéficié de subventions et d'un accompagnement de l'AggIO, et dit créer une centaine d'emplois d'ici trois ans.

M.Bo.

« *Le Loiret reste attractif. Nous avons un bon écosystème économique, des atouts géographiques incontestables et de très bonnes infrastructures. À nous d'être en mesure de proposer aux entreprises un accompagnement, des terrains et des solutions d'implantation* », conclut-on à l'Ade.

Par ailleurs, les antennes ordinaires de Teleperformance, leader des centres d'appels téléphoniques, devraient accueillir 183 postes suite à un plan social national que les syndicats ont cependant attaqué en justice.

M.Bo.

« À nous de proposer aux entreprises un accompagnement, des terrains et des solutions d'implantation », affirme-t-on à l'Ade.

QUESTIONS À

André Carava

secrétaire général adjoint de la préfecture

« Je ne veux ni affoler ni rassurer »

Avec un grand nombre d'entreprises en difficulté, le Loiret pèse-t-il toujours économiquement ?

C'est vrai que depuis un an, la situation de l'emploi s'est dégradée, tant au niveau national, régional que départemental. Mais il faut relativiser. Si l'on regarde l'évolution mensuelle, la courbe du chômage n'augmente plus et a même tendance à diminuer.

Y a-t-il de quoi s'affoler ?

Je ne veux ni affoler, ni rassurer. Il y a une crise nationale qui a des effets dans le Loiret et la situation est à peu près la même dans tous les départements. Dans le Loiret, cela va aussi bien de l'entreprise où l'on annonce un licenciement à des sociétés comme Pivoteq, à La Bussière, près de Gien (95 emplois), Bohm und Haas, à Semoy (97 emplois), et Alcatel (49 suppressions de postes), à Ormes.

La position géographique du département lui permet-elle de limiter les dégâts ?

Le Loiret a la chance de posséder des atouts en terme de position géographique, à proximité de la région parisienne, et en terme d'infrastructures. Ces atouts, que le département a su fortifier, attirent les entreprises sur son territoire, comme dernièrement le papetier italien ICT qui a décidé de s'installer à Farmes, dans le Montargois.

Propos recueillis par Marion Bonnet.

REPÈRES

■ Taux de chômage

Le taux de chômage dans le département a baissé de 1,6 % au mois de juin par rapport à mai. Comparé à l'année dernière, ce taux a augmenté de 35,1 %, soit une hausse supérieure à la moyenne régionale (+31,1 %) et nationale (+25,7 %).

■ Lexique

Quand une entreprise connaît des difficultés financières, elle peut demander au tribunal l'ouverture d'une procédure de sauvegarde : une procédure préventive qui laisse une plus grande marge de manœuvre au dirigeant, qui reste à la tête de son entreprise. Si l'entreprise ne peut plus faire face à ses dettes, le tribunal constate la cessation de paiements (ou dépôt de bilan), qui ouvre les portes à la liquidation judiciaire. Un administrateur judiciaire est nommé et une période d'observation de six mois est ouverte durant laquelle l'activité est maintenue. À tout moment, le tribunal peut décider de la conversion de la procédure en liquidation judiciaire. Un liquidateur est désigné, et la rupture des contrats de travail des salariés intervient dans les 15 jours.

.

Phoca PDF